

Pour une année 2025 de lutt³⁶ et de conquêtes victorieuses



Agenda des luttes du 6 au 16 janvier 2025

Samedi 11 janvier 2025 : rassemblement à 14h30 place de la République à Châteauroux pour la paix en Palestine et au Liban

Jedi 16 janvier 2025 : journée de mobilisation nationale des AED et AESH. Rassemblement devant la Cité administrative de Châteauroux à 10h30.

AED/AESH : lutter contre la précarité, un combat commun !



L'Éducation nationale, ce n'est pas que des enseignant·es. Pour une éducation égalitaire et émancipatrice, nous sommes toutes et tous indispensables au bon fonctionnement des établissements et à la scolarité des élèves. Si les AED et AESH ont des missions distinctes, ils·elles partagent la même précarité et ont les plus bas salaires de l'Éducation nationale. Ils·elles sont victimes de souffrance au travail du fait d'un rapport de subordination réel ou sous-entendu sur leur lieu de travail. Pourquoi ne pas s'organiser ensemble pour gagner un vrai recul de cette précarité, un véritable statut de la Fonction d'État et de meilleures conditions de travail ? Les AED, n'ont pas assez de moyens pour assurer les missions : surveillance des lieux, suivi des élèves, temps d'échange pour accompagner les élèves dans leurs ennus quotidiens... Avec les PIAL et la montée en charge

des notifications, les AESH subissent la multiplication du nombre d'élèves accompagnés (souvent aux profils différents et aux comportements complexes à appréhender) et à l'intervention sur plusieurs lieux de travail... Le tout à moyens constants... Tant que ils seront en Contrat à Durée Déterminée, chaque fin de contrat correspondra à de l'inquiétude. Auprès d'un·e chef·fe d'établissement, d'un·e directeur·trice, d'un·e coordinateur·trice de PIAL, toute demande mal perçue, toute participation au Conseil d'Administration, toute absence ou encore tout désaccord peuvent empêcher mon renouvellement. En effet, tant que les délais de prévenance sont respectés, l'administration n'a même pas besoin de justifier son refus. De la même manière, l'accès au Contrat à Durée Indéterminée n'est pas systématique et dépend de la hiérarchie. Si le refus du CDI doit être justifié, les motifs ne sont pas, pour l'heure, si difficiles à trouver par l'administration qui ne souhaite pas l'octroyer.

La CGT Educ'action revendique des créations de postes statutaires d'AED et d'AESH à hauteur des besoins réels. Pour se faire entendre et obtenir des avancées, nous devons construire une première journée de grève des AED et des AESH (oubliés de l'Education nationale).

Groupes de niveau : stoppez tout !

Cette mesure phare du « Choc des savoirs » est toujours fermement contestée par les personnels et les parents d'élèves qui déplorent son idéologie, son inefficacité et son inapplicabilité. Mme Genetet, qui ne souffre pas d'un excès de légitimité politique, s'est d'abord contentée de se mettre prudemment dans les pas d'Attal et Belloubet. Mais avec l'annonce d'un budget à la tronçonneuse, la voilà maintenant qui parle de ne pas étendre ce non-sens aux 4ème-3ème. Ça tombe bien, les remontées de terrain, sans surprise, laissent apparaître la brutalité de ce dispositif de tri scolaire et social. Même si les équipes ont souvent pu l'adoucir en maintenant une forme d'hétérogénéité, cela a engendré des contorsions pédagogiques qui rigidifient les pratiques, demandent aux enseignant·es de français et mathématiques **une surcharge de travail non prise en compte et dégradent les emplois du temps de l'ensemble des personnels.**

La CGT Educ'Action exige l'abrogation des textes de mars 2024 !

Une réforme du lycée pro dangereuse pour le système scolaire

Cette réforme amplifie le tri social touchant les jeunes issus des milieux populaires, livrer à moindre coût ces jeunes aux entreprises, entreprises qui feraient mieux que l'École pour former et insérer... Cette réforme aura un impact lourd sur les conditions de travail de l'ensemble des personnels de lycées professionnels et sur les conditions d'apprentissage des élèves.

Ce n'est pas de moins d'École et moins d'enseignant·es dont ont besoin les élèves de LP ! La CGT Educ'action se bat avec les personnels pour exiger le retrait de cette réforme qui remet en cause l'objectif de démocratisation tout en aggravant le tri et les inégalités. C'est la volonté de généraliser le management par le tout-évaluation et le contrôle accru du travail

L'amiante, le combat ne fait que commencer ...

Interdit depuis 27 ans maintenant, l'amiante est toujours présent dans nos établissements et plus que jamais car aujourd'hui plus de 75% des bâtiments scolaires sont susceptibles de contenir de l'amiante car datant d'avant 1997. La présence d'amiante dans les bâtiments scolaires constitue une menace grave et inacceptable pour la santé des personnels et des élèves. Notre campagne a mis en évidence que la surveillance et le suivi de la présence d'amiante dans les locaux scolaires faisait gravement défaut. Dans certains établissements, les personnels et les élèves continuent d'être exposés à ce danger, sans information ni prise en charge adéquate.

La CGT Éducation continuera à défendre, sans concession, le droit à un environnement de travail et d'apprentissage sain et sécurisé et s'inscrira dans une démarche de transparence.

Auto-évaluation, auto-flagellation ?

Le contrôle qualité ... qui fait quoi, où, quand, comment ? Voilà une idée émanant des sphères productivistes des gestionnaires et autres secrétaires généraux pour copier l'entreprise. Il va falloir répondre aux questions : que faites-vous bien mais surtout, que faites-vous mal ? L'institution va chercher où les personnels «dysfonctionnent», va analyser les chiffres des évaluations, du DNB, d'Affelnet... **On nous «invite» à des réunions, sur le temps libre, le soir... On rajoute encore une couche à notre activité déjà bien remplie.**

Mais en fait c'est quoi l'auto-évaluation d'un établissement ? C'est entre autres «le projet d'établissement», rédigé d'habitude par le-la principal·e et présenté en plénière, en début d'année. Institutionnaliser cette auto-évaluation c'est nous rendre responsables des échecs qui, nous le savons, ne sont imputables qu'au manque de moyens, aux suppressions systématiques de postes et aux rognages permanents des heures d'enseignement.

La CGT Educ'action exige l'abandon des évaluations d'établissements, la fin des pressions hiérarchiques et des menaces de sanctions visant les équipes et les personnels s'y opposant ou refusant d'entrer dans un tel dispositif.

vous êtes la cgt ?

ON EST LA CGT!